

L'« Affaire » Vanneste et les « valeurs »... mais de qui ?

Article rédigé par *François Martin*, le 17 février 2012

Dans une [vidéo accordée au site libertepolitique.com](#), Christian Vanneste, député du Nord, fait le 10 février, une « sortie » contre le pouvoir exorbitant des lobbies homosexuels. Il fustige au passage la falsification de l'Histoire et la « légende » de leur déportation durant l'occupation. Quelques jours plus tard, le 14 février [1], la machine médiatique se déchaîne, avec déclarations indignées à l'appui, à gauche comme à droite, et Jean-François Copé le [menace d'exclusion de l'UMP](#).

En vérité, qui s'interroge véritablement sur le fond ? Serge Klarsfeld, excusez du peu, [lui donne raison](#), ainsi que la [Fondation pour la Mémoire de la Déportation](#), indiquant qu'il n'y a eu, en zone occupée, que 7 homosexuels arrêtés (en tant que tels) et déportés. Christian Vanneste n'a donc pas menti.

Valeurs et élites

Le « buzz » est tellement important que lors de sa déclaration de candidature, le Président de la République « condamne », sans grande conviction à dire vrai. L'affaire est déjà presque close.



Cette « escarmouche politique », car c'est de cela qu'il s'agit, doit être replacée dans un tout autre contexte : dans son interview récente au Figaro Magazine, ainsi que dans sa déclaration, le Président-candidat fait référence aux « valeurs du peuple » (travail, famille, éducation). Il reprend à sa manière la thématique de Christine Boutin, qui rejoint son camp. Souvent taxé de « Président des riches », qu'il ait ou non la fibre populaire, le président sortant a compris une chose : dans les périodes sinon « révolutionnaires », du moins socialement tendues, il s'exerce, plus que d'habitude, une *distorsion* entre les valeurs populaires et celles des élites. Les préoccupations des uns ne sont pas celles des autres : les élites recherchent constamment la liberté, mais elles la demandent essentiellement à leur profit (liberté politique, économique, de mœurs) ; le peuple, lui, trop loin de disposer des relations et des moyens pour pouvoir jouir de ces facilités, demande, plus prosaïquement, ce dont il a besoin pour survivre, vivre, travailler et éduquer ses enfants : de l'ordre, de la sécurité, du travail, une immigration contrôlée, une école qui fonctionne, des valeurs « conservatrices », en somme, qui ne sont pas forcément des valeurs « de droite » [2]. Dans toutes les révolutions [3], cette distorsion existe.

Or, la revendication homosexuelle est, en ce sens, celle d'une élite [4]. Christian Vanneste le rappelle et d'autres aussi : ce ne sont pas « les homosexuels » qui demandent le mariage, ni l'homoparentalité (ils ne demandent, le plus souvent, qu'à vivre en paix), mais un petit lobby ultra-actif, très bien implanté dans les cercles des médias, du pouvoir et de l'argent.

« La France d'en bas » le sait parfaitement. L'opinion qui n'est nullement homophobe n'est pas contre leurs revendications ; cela ne la concerne pas. Les Français dans leur immense majorité souhaitent que l'on s'occupe enfin en haut lieu de leurs problèmes. Ce que fait par ailleurs le député de terrain Christian Vanneste qui a déjà été réélu sans le soutien de l'UMP à plus de 58 % des voix !

Un vote de valeur

L'élection va en effet se jouer sur les valeurs. Non pas celles des élites, mais celles auxquelles les Français aspirent.

Rappelons-nous en 2002, Jacques Chirac prend la gauche à contrepied, en affichant comme central le thème de la sécurité. Résultat : il « atomise » Lionel Jospin, qui n'est même pas au deuxième tour. En 2007, Nicolas Sarkozy recommence, avec comme thèmes le travail, la sécurité et l'immigration. Il bat la gauche à nouveau. En 2012, il affiche comme thèmes de campagne des « valeurs populaires » : travail, sécurité, immigration, plus les valeurs familiales. Va-t-il refaire le coup ? Les Français lui confieront-ils une nouvelle fois leur bulletin de vote ? Réponse dans deux mois.

François Martin

[1] La vidéo de Christian Vanneste est mise en ligne le 10/02. Le déchaînement médiatique se met en route dans la nuit du 14 au 15, et surtout le 15, alors que chacun sait que Nicolas Sarkozy se déclarera le 15 au soir, et qu'il a refusé le mariage homosexuel et le Contrat d'Union Civile. Alors, indignation réelle ou « coup politique » préparé ? On peut se poser la question...

[2] « Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère »

[3] La révolution tunisienne n'y fait pas exception, qui a consacré (momentanément sans doute), le parti « populaire » Ennahda, au détriment de ceux, issus de la bourgeoisie tunisoise, qui prônaient plus de liberté.

[4] Cf « [Est-ce bien le mariage que veulent les homosexuels ?](#) »